

Le nouveau **Afrique**

77 FÉVRIER 2015

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



SPORT

JUNIOR MALANDA

UN ESPOIR S'EN EST ALLÉ...



5 414306 141414 00770

#77 / FÉVRIER 2015 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

SOCIÉTÉ
LANCEMENT DE L'ANNÉE
EUROPÉENNE POUR LE
DÉVELOPPEMENT À
BRUXELLES

**DOSSIER
SPÉCIAL**
BURKINA FASO

POLITIQUE
ÉLECTIONS
TUNISIENNES
UN MODÈLE
DÉMOCRATIQUE ?

ÉCONOMIE
PÉTROLE AU KENYA
BÉNÉDICTION OU
MALÉDICTION ?

AFFICHAGE & ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES TV ET RADIO

12-14, Avenue du Marché / Kinshasa - Gombe (R D Congo)
Tél : +243 85 55 111 98 / E-mail : info@proxyteam-congo.com
www.proxyteam-congo.com

PROXYTEAM
LA FORCE DU SUCCÈS





Par Daouda Émile Ouédraogo

LA RENAISSANCE



Dans l'histoire de toute nation, survienne des événements heureux ou douloureux qui transforment la marche de cette nation. Dans le firmament de leur désir de réécrire l'histoire du Burkina Faso, le peuple burkinabé a opéré une révolution populaire les 30 et 31 octobre 2014. Dans le pays de l'ombre, une lumière a jailli. Le scintillement de cette lumière a fait renaître de nouveaux souffles de vie dans la marche de cette nation. Après 27 ans de rêves anéantis, de vies brisées, d'espoirs déçus, un peuple exsangue essaie de rebâtir une nation démocratique où, le loup dormira avec l'agneau. C'est le défi d'un peuple conduit par une autorité transitoire afin de convertir les souffrances en larmes de joie, afin de transformer les hésitations économiques en des lueurs d'espoirs et de vérités. L'expérience du peuple burkinabé face à l'avènement d'un nouvel ordre politique dans ce petit pays d'environ 16 millions d'habitants, doit faire école. Face à la dictature d'un clan, au musellement de l'économie par un groupuscule de personne, le peuple, comme un seul homme a sonné la fin de la récréation. Un nouvel air souffle dans les entrailles du « Pays des Hommes intègres ». Désormais, toutes les nations du Nord comme du Sud, verront que les Africains sont capables de prendre leur responsabilité, lorsqu'il s'agit de revendiquer des droits relatifs à la liberté, à la justice, à la bonne gouvernance et à la paix. Comme le disait l'auteur français Jean Jaurès « le premier des droits de l'homme c'est la liberté individuelle, la liberté de la propriété, la liberté de la pensée, la liberté du travail. » La renaissance du Burkina Faso est en marche. Cependant, il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. La révolution populaire des 30 et 31 octobre 2014 ouvre la voie vers la concrétisation des rêves enfouis dans le cœur des centaines de milliers de jeunes, d'hommes et de femmes, pour un lendemain meilleur. Désormais, plus rien ne sera comme avant au Burkina Faso. Désormais, aucun homme politique, aucun Président démocratiquement élu ne voudra modifier la constitution pour s'éterniser au pouvoir. Le pays tourne l'ère de la dynastie Compaoré et enclenche celui d'une nouvelle génération de dirigeants. Il est vrai, il faut le reconnaître, durant ces 27 ans de pouvoir, des actions de développement ont été menées. Différentes actions ont été entreprises pour faire rayonner le Burkina à travers le monde. Tout ce qui a été fait n'a pas été mauvais en soi. Mais, le désir ardent de « coloniser la patrie, économiquement et politiquement » a fait resurgir les vieux démons de la revendication pour un avenir radieux au Faso. En droite ligne de Périclès reconnaissons

qu'« il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage. » Et on ne peut renaître que si l'on est mort en soi-même. Le peuple burkinabé, durant la révolution populaire des 30 et 31 octobre a sacrifié ses filles et fils pour se donner la chance de construire une autre vie que celle connue avec le Président Blaise Compaoré. Des dizaines de personnes y ont laissé leurs vies, en particulier les jeunes. C'est une leçon à retenir afin de comprendre que toutes les luttes, les sacrifices pour un monde meilleur dans la vie d'un individu ou d'une nation, sont sujettes à des souffrances avant d'obtenir des résultats souhaités. Comme le grain semé en terre ; s'il ne meurt pas, il ne peut pas produire un arbre, encore moins du fruit. Le régime de Blaise Compaoré a fait son temps. Il a essayé de construire le Burkina avec ses imperfections et ses qualités. Son tort est de ne pas avoir su rendre le tablier à temps, afin que se poursuive le cours d'une histoire écrite depuis des générations : travailler à édifier une nation pleine d'espoir, de vie et de liberté. Le peuple burkinabé est fier de lui-même et avec lui, l'Afrique toute entière.

SOMMAIRE



DOSSIER SPÉCIAL BURKINA FASO

- 6 **ÉCONOMIE**
REPRENDRE DU POIL DE LA BÊTE
- 8 **GOVERNANCE LOCALE**
LA PREUVE PAR UNE SOCIÉTÉ CIVILE DYNAMIQUE
- 10 **SITUATION POLITIQUE**
CONSTRUIRE UN ELDORADO DÉMOCRATIQUE
- 14 **POLITIQUE**
DIPLOMATIE
BOUSCULADE POUR L'AFRIQUE...
- 16 **ÉLECTIONS TUNISIENNES**
UN MODÈLE DÉMOCRATIQUE ?
- 18 **ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE**
POURQUOI UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE ?

ÉCONOMIE

- 20 **AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE**
LES RAISONS DE L'ÉCHEC
- 22 **AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE**
2 ERREURS À ÉVITER
- 24 **CAMEROUN**
QUE VAUT LE PLAN D'URGENCE POUR LA CROISSANCE ?

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercrieuse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodia, Innocent Ebodé, Eric Mertens, Innocent Sossou, Tim Kelly, Amir Mastouri, Veronique de Rugy, Hicham El Moussaoui, Chofo Che, Okwaro Oscar Platon

Photographie : Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Wegmann, SIA KAMBOU, Christopher Mesnard, Mouvement Ennahdha, Barry Haynes, Cjmadson, Lydur Skulason, Niccolò Caranti, ISOSPORT, Claude Truong-Ngoc, World Trade Organization, AMN GERALD B. JOHNSON, Kimberly Vardeman, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation

Couverture : Junior MALANDA pendant le match amical U 21 entre la Belgique et la Norvège le 17 novembre 2014 © VINCENT VAN DOORNICK / ISOSPORT

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



26 **RECONNAÎTRE LES DROITS DE PROPRIÉTÉ DES PAUVRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

28 **PÉTROLE AU KENYA
BÉNÉDICTION OU MALÉDICTION ?**

30 **RALENTISSEMENTS ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE
COMMENT SURMONTER POUR LES OBSTACLES !**

SPORT

32 **JUNIOR MALANDA
UN ESPOIR S'EN EST ALLÉ...**

SOCIÉTÉ

36 **ANNÉE EUROPÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT À BRUXELLES
L'AFRIQUE AU CŒUR DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

38 **ANNÉE EUROPÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT À BRUXELLES
LA CULTURE, COMME ENJEU POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

40 **ANNÉE EUROPÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT À BRUXELLES
MME N'DIAYE RAMATOULAYE DIALLO, MINISTRE DE LA CULTURE DU MALI**

42 **ÉCHOS DU CONTINENT**

46 **NEWS DU NET**

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

DOSSIER SPÉCIAL BURKINA FASO



« Ouagadougou » par Wegmann — Travail personnel. Sous licence CC BY-SA 3.0

ÉCONOMIE

REPRENDRE DU POIL DE LA BÊTE

Par Innocent Sossou

Après avoir perdu plus d'une centaine de milliards de F CFA lors des derniers événements survenus dans le pays, les Burkinabés se sont remis au travail. Objectif : relancer l'économie en vue d'atteindre un taux de croissance à 2 chiffres dans quelques années.

L'économie burkinabé a besoin de se relancer après les vagues de manifestations qui ont secoué le pays ces derniers mois. Avec à la clé une perte d'environ 200 milliards de F CFA (environ 305 millions d'euros), l'économie a pris un coup. Rapidement, les autorités en charge des finances sont en train de reprendre du poil de la bête avec une série de mesures qui va, à coup sûr, redonner un nouveau souffle à l'économie. Même s'il est vrai que la prévision de départ pour l'année 2014 (près de 7 à 8 pour cent) ne sera pas atteinte, il n'en demeure pas moins que les choses bougeront sur le plan économique. L'économie se relancera rapidement parce qu'un potentiel existe, des richesses inestimables existent.

En effet, ce n'est pas la première fois que l'économie du Burkina Faso subit les affres d'une crise quelconque. Elle a toujours su et pu sortir la tête de l'eau. En 2013, le pays a subi les effets du faible niveau des cours de l'or sur le marché international. Malgré une conjoncture économique défavorable, le taux de croissance économique réel est resté fort (6,9 %), mais en baisse par rapport à 2012 où il a atteint 9 %. L'agriculture et les mines demeurent les principaux secteurs moteurs de la croissance économique en 2013. La faible capacité d'absorption des dépenses d'investissements publics reste la principale faiblesse du système national de gestion des finances publiques. Cette situation constitue une contrainte à l'accélération du rythme de croissance économique et compromet les chances du pays dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2015.

Il est vrai que le Burkina Faso participe faiblement aux chaînes de valeur mondiales. Les principaux obstacles sont notamment l'accès aux infrastructures transnationales, l'accès et la fiabilité de l'énergie ainsi que la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. Pour améliorer sa participation aux chaînes de valeur mondiales, le pays devra mettre en place de manière cohé-

rente une stratégie qui cible le développement des chaînes de valeur.

Une activité économique dynamique

L'activité économique au Burkina Faso est demeurée dynamique en 2013 malgré une croissance moins forte que l'année précédente. En effet, la croissance économique devrait se situer à 6,9 % en 2013 contre 9 % en 2012. Le repli de la croissance en 2013 s'explique par la baisse de l'activité minière en liaison avec le faible niveau des cours de l'or sur le marché international. En termes de perspectives de croissance économique en 2014, le pays devrait maintenir un rythme de croissance forte, de 7 %. Les principaux secteurs moteurs de la croissance économique sont l'agriculture et les mines. Le secteur agricole pourrait profiter des mesures à gains rapides, concernant notamment l'accès aux intrants et aux matériels agricoles. Le secteur minier devrait connaître un essor en 2014, notamment grâce à l'augmentation de la production d'or.

Les pressions inflationnistes devraient se réduire avec la baisse des prix des produits alimentaires grâce aux boutiques témoins mises en place par les pouvoirs publics sur tout le territoire national pour la distribution de produits de grande consommation à des prix accessibles aux populations à faible revenu. Elles devraient ainsi demeurer en dessous de la norme communautaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de 3 % en 2014 et 2015. Le pays met en œuvre un vaste programme d'infrastructures dans le cadre de sa stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD). Dans le domaine des infrastructures, les réalisations portent sur les travaux de construction (bâtiments, routes) dans le cadre des festivités de l'indépendance du pays et le bitumage des routes (Dédougou-Nouna-

Frontière du Mali, Ziniaré-Zitenga, Boromo-Sakoinsé). Il y a également le projet de construction de l'aéroport de Donsin qui se poursuit. Les grands travaux pour la réalisation des pistes d'atterrissage devraient commencer en 2014 et le chantier devrait être totalement achevé en 2017. Les pouvoirs publics ont également poursuivi la mise en œuvre de grands programmes de développement de pôles de croissance dont notamment ceux de Bagré, du Sourou et de Samandéni. La faible capacité d'absorption des investissements publics étant une contrainte importante, le pays devrait réformer tout le travail de préparation et d'exécution des projets d'investissement en vue d'améliorer leurs résultats.

Inciter au retour des investisseurs

Au plan politique, le climat social est resté tendu depuis 2013 à cause de la volonté politique des autorités en place de réviser la constitution du pays pour permettre au président déchu de briguer un 5e mandat mais également en raison de la cherté de la vie. Les dernières élections couplées (législatives et municipales) de décembre 2012 s'étaient déroulées sans heurts majeurs et l'on s'attendait à une normalisation du climat socio-politique en 2013, après la grave crise sociale de 2011. Le pays vient d'entamer une nouvelle page de son histoire tant politique, économique que sociale. Le défi majeur qui se pose aux autorités actuelles est de maintenir la stabilité politique, redonner confiance aux investisseurs et faire régner la paix. C'est le prix à payer pour convaincre les hommes d'affaires qui hésitent encore à déposer leur baluchon au Burkina Faso.

GOVERNANCE LOCALE

LA PREUVE PAR UNE SOCIÉTÉ CIVILE DYNAMIQUE

Par Anthony Vercruise

Forte de plus de 8000 organisations, la société civile burkinabé est l'une des plus dynamiques en Afrique. Elle l'a prouvée lors des récents événements des 30 et 31 octobre 2014, par sa participation active à la révolution populaire. Les organisations de la société civile dont le domaine est lié à la bonne gouvernance démocratique se sont illustrées de fort belle manière.

Dans un élan de sursaut national, la société civile burkinabé a activement participé à l'avènement d'une nouvelle donne politique au «Pays des Hommes intègres». À côté de l'opposition politique, elle a mis en branle son réseau pour barrer la route à la modification de la constitution. Des organisations telles que le CADRe (Cadre de réflexion et d'actions démocratiques), le CGD (Centre pour la Gouvernance Démocratique), le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), pour ne citer que celles là ont activement participé à l'avènement de la nouvelle situation politique au Burkina Faso. À titre illustratif, le Cadre de réflexion et d'actions démocratiques a mené des activités subversives pour contribuer à créer les failles dans le dispositif sécuritaire devant empêcher les manifestations contre la révision de l'article

37. Selon le Secrétaire général, Hippolyte Domboué, c'est un mouvement de la société civile qui a vu le jour officiellement en 2008. La genèse de ce mouvement se situe dans la lutte estudiantine et scolaire des années 1997 jusqu'en 2006 où une génération d'étudiants s'est battue pour que toute la lumière soit faite sur la mort de Norbert Zongo. «Nous étions vus comme étant le bras droit du Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques. Mais la lutte que nous avons menée au sein de ce Collectif, nous a laissé un goût inachevé. Et nous avons décidé de mieux nous organiser pour donner une nouvelle dynamique à la classe politique. C'est ainsi que nous avons créé le Cadre de réflexion et d'actions démocratiques (CADRe) qui a pour but de travailler à l'avènement, à la libération de l'Homme de la domination et de

l'aliénation. Pour ce faire, nous avons entrepris de travailler à contrer la mal-gouvernance, et à promouvoir l'engagement citoyen et la démocratie», explique le Secrétaire général.

Très présente dans le discours politique

La société civile est aujourd'hui très présente à la fois dans le discours politique et dans le langage du développement. Elle est aussi très en vogue dans les médias. Beaucoup d'observateurs se demandent pourtant ce que c'est que la société civile, que fait-elle et quel est son rôle réel, en particulier son rôle dans la consolidation de l'expérience démocratique. Bien que concept ancien, la société civile a été remise au goût du jour par les besoins du moment. D'abord



la Banque mondiale, après l'abandon des programmes d'ajustement structurel a adopté l'approche participative du développement qui met les bénéficiaires au centre du processus visant à les réhabiliter.

En novembre 1989, avec la chute du mur de Berlin, une nouvelle ère s'est ouverte pour toutes les sociétés du monde. Les nouveaux termes de ce qu'on a convenu d'appeler la mondialisation ont concerné les dimensions politique, économique et communicationnelle. Des modifications plus ou moins profondes sont intervenues dans les dimensions citées. L'économie a connu la suppression des barrières nationales, la formation d'un marché planétaire et l'émergence de conglomérats financiers très puissants fonctionnant de manière plus ou moins conforme aux règles habituelles. Ces puissances financières arrivent à dicter leur volonté aux gouvernants des États mêmes les plus développés de la planète. La communication a débordé des médias classiques vers des canaux non contrôlables et plus adaptés à l'esprit du temps présent. Le web 2.0 communément appelé internet

a apporté un nouvel espace où tous les citoyens du monde peuvent entrer en contact les uns avec les autres et contribuer à la formation de l'information (bulletins électroniques) et de la science (wikipédia). Ce faisant, les sources classiques de l'information (journaux, radios et télévisions) et de la science (universités et laboratoires), se retrouvent débordées par d'autres types de sources (libertaires) qui ne respectent pas forcément les méthodes et les thématiques classiques, sans pour autant que leurs productions soient toujours contestables. C'est cependant au plan politique que les mutations les plus importantes sont intervenues. En établissant un rapport avec les démocraties populaires en Europe, on constate que l'effondrement des démocraties populaires d'Europe de l'Est et des régimes communistes a laissé la place au modèle libéral de démocratie qui organise une plus grande participation des citoyens au débat public et une meilleure protection des droits individuels. Les régimes anciennement qualifiés de non démocratiques ont dû opérer des réformes et se conformer aux canons de

la démocratie libérale. Ainsi, en Europe de l'Est, en Afrique et en Amérique latine, plusieurs pays ont procédé à des changements de leur ordre juridique et politique dans le sens du fonctionnement démocratique de ces sociétés. On a caractérisé ces entités de pays en transition ou en consolidation démocratique. Dans cette lancée, on a pu assister à la création d'institutions d'État selon le principe de la séparation des pouvoirs, l'organisation d'élections pluralistes, l'instauration du multipartisme, la consécration de libertés individuelles et une montée de la protection des droits individuels et catégoriels.

Au Burkina Faso, les défis aujourd'hui de la société civile sont d'être un contre-pouvoir capable de faire des propositions idoines pour l'avènement d'une vraie démocratie, de la bonne gouvernance financière et économique et de la promotion de la paix. Et cela est possible.